

Le silence des autorités françaises se prolongeant sur les événements d'Egypte, j'ai fini par déclarer ce samedi 29 janvier sur France Info : « *Le gouvernement français n'a-t-il donc tiré aucune conséquence des effets désastreux de son silence sur la répression en Tunisie ? Sur l'Egypte, Barak Obama s'exprime, d'autres aussi. Le gouvernement français reste silencieux alors qu'on attend qu'il condamne la répression contre tous ceux qui se battent pour le doit à s'exprimer, à manifester, pour la démocratie* ».

Heureusement, François Fillon a parlé l'après-midi. Encore l'a-t-il fait avec une grande prudence diplomatique. Il y a bien des raisons à cette prudence, que l'on peut longuement analyser.

Je pense, pour ma part, que nous revivons ce qui s'est passé lorsque nombre de politiques s'étaient montrés surpris de voir le Mur de Berlin tomber « si vite » (!). Nous étions habitués à un monde coupé en deux. C'était comme ça. Nous y étions résignés.

De la même manière, nous avons intégré l'idée que les pays arabes étaient – devaient être ? – dotés de régimes forts ou de dictatures. C'était comme ça, c'était une habitude.

Et puis voilà qu'en Tunisie, en Egypte, et au-delà, l'irrépressible désir de liberté, de droit à l'expression, de démocratie de justice exprimé par des peuples, des citoyens, des jeunes, des moins jeunes, apparaît au grand jour et emporte tout.

Alors il faut que les autorités françaises se souviennent de la France de 1789, de celle de 1848, de celle de la Résistance, celle qui fut toujours du côté des hommes et des femmes qui avançaient – qui avançaient – sur les chemins de la liberté.

Jean-Pierre Sueur